

[Monique de Saint Martin, 1991-10-09, sid. 1]

1

CENTRE DE SOCIOLOGIE EUROPEENNE
54 boulevard Raspail
75270 Paris cedex 06
Tél. 49 54 20 95

**ETUDE COMPAREE DES INSTITUTIONS
DE FORMATION DES CADRES DIRIGEANTS**

RAPPORT D'ACTIVITE INTERMEDIAIRE

Appel d'offres Intelligence de l'Europe
du Ministère de la Recherche et de la Technologie

octobre 1991

[1991-10-09, sid. 2]

L'intention majeure de la recherche proposée était de décrire la structure et les transformations du champ des institutions scolaires (universités, écoles publiques et privées) ou non-scolaires (cours ou stages dans les entreprises, etc.) formant les cadres dirigeants du secteur public ou étatisé (hauts fonctionnaires) et du secteur privé (cadres supérieurs de gestion, du commerce, des entreprises) qui connaissent actuellement une forte expansion, dans plusieurs pays : Angleterre, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Suède. Il s'agissait pour nous d'étudier les modes de sélection ou de cooptation et de formation des cadres ainsi que les différents modes d'excellence dans ces différents pays où le système scolaire est doté de plus ou moins d'autonomie et lié de façon variable au système économique et au système politique. La recherche en cours doit ainsi permettre de contribuer à l'élaboration d'une histoire structurale comparée de l'espace de ces institutions et d'une histoire structurale de la classe dirigeante, et plus précisément de la position des cadres dirigeants dans le champ du pouvoir.

Composition du réseau de chercheurs et collaborations

Le réseau de chercheurs engagés dans ce projet était au départ composé de Remi Lenoir, Monique de Saint Martin, Mihai Dinu Gheorghiu pour la France, Ivan Bajomi pour la Hongrie, Grazia Scarfo pour l'Italie, Johan Heilbron pour les Pays-Bas, Donald Broady et Mikael Palme pour la Suède, Derek M. Robbins pour l'Angleterre. Il a pu être étendu à d'autres chercheurs et à d'autres pays : Mihai Dinu Gheorghiu a entrepris une étude historique de la formation des cadres en Roumanie, Natacha Chmatko et Valeri Golofast de l'Institut de sociologie de Moscou et de Saint-Petersbourg ont été associés au projet durant leur séjour au Centre et Eduarda Cruzeiro doit entreprendre une recherche sur les institutions privées d'enseignement supérieur au Portugal. Des contacts et échanges ont été établis avec les chercheurs allemands. Beate Kraus qui mène des recherches sur les cadres a participé à la première réunion et Franz Schultheis apportera sa collaboration à la seconde réunion. Les échanges ont aussi été développés avec des chercheurs d'autres pays, notamment avec Boubacar Niane qui a entrepris une recherche sur les grandes écoles (de gestion et autres) et le champ du pouvoir au Sénégal ainsi qu'avec Mustapha Haddab qui mène depuis de nombreuses années des recherches sur les transformations de l'enseignement supérieur en Algérie. Roberto Grün de l'IDESP à Sao Paulo, qui vient d'achever

sa thèse de doctorat sur les cadres doit participer à la seconde réunion et Maria Rita Loureiro Durand poursuit sa recherche, en liaison étroite avec nous, sur les économistes et le champ du pouvoir au Brésil.

La collaboration s'est développée aussi avec des chercheurs d'autres centres ou équipes de recherche en France. Monique Pinçon-Charlot a participé à la réunion de novembre 1990 et y a présenté les analyses et les résultats de la recherche qu'elle a réalisée avec Michel Pinçon sur les institutions statistiques et les nomenclatures socio-professionnelles au Royaume-Uni, en Espagne et en France. Anne-Catherine Wagner qui achève une recherche sur les cadres des firmes multinationales collabore activement aux travaux du groupe.

Séminaires et colloques

Une première réunion de l'ensemble des chercheurs engagés dans le projet ainsi que des chercheurs associés au projet, présidée par Pierre Bourdieu, a eu lieu les 8 et 9 novembre 1990 à la Maison des sciences de l'homme et à la Fondation Hugot du Collège de France qui a permis de dégager les thèmes de recherche qui sont actuellement développés, de préciser les recherches qui peuvent être réalisées en chaque pays et d'élaborer une problématique ou des préoccupations communes. L'intention n'était pas en effet de répéter la même enquête dans plusieurs pays mais d'étudier, en fonction des données déjà réunies par les participants et des moyens disponibles (qui sont relativement faibles), la manière la plus adéquate de répondre à tout ou partie des questions proposées dans la Déclaration d'intention. Plusieurs questions et directions ou thèmes de recherche intéressant plusieurs des participants se sont dégagés de cette première réunion que nous rappelons ici rapidement.

Outre les questions de définition du champ des institutions de formation des "cadres" dirigeants et des modes de sélection et de formation des cadres dans les différents pays concernés, on a retenu d'accorder attention à l'étude comparée de la gestion politique de la reproduction des classes dirigeantes, du rôle de l'Etat dans la formation des cadres et aussi à l'étude de la sociologie comparée des modes de domination. (Dans les anciens pays socialistes, l'opposition était marquée entre les détenteurs du capital politique, petite fraction très politisée qui prétendait posséder la "vérité scientifique" de la société et les "cadres d'exécution" qui disposaient plutôt du capital technique). La question des effets de l'internationalisation du champ économique sur la

hiérarchie des compétences ou les critères de recrutement des cadres a également été retenue (Dans le sous-champ des écoles de commerce et de gestion, l'internationalisation prend surtout la forme de l'introduction et du développement du "modèle américain"). Enfin l'étude des institutions nationales et internationales qui produisent des statistiques ainsi que l'étude de la genèse et des usages des taxinomies est apparue importante [document 10] (1).

Une deuxième réunion plénière des chercheurs engagés dans le projet devait avoir lieu en octobre 1991; elle a été reportée aux 6 et 7 février 1992 afin de permettre aux participants de pouvoir présenter des résultats ou des analyses suffisamment élaborés et se tiendra à la Résidence Suger de la Maison des sciences de l'homme à Paris. Deux grandes directions de recherche regroupant les principaux thèmes ou questions discutés lors de la première réunion et développés dans les recherches en cours ont été retenues. Il s'agit de l'histoire structurale du champ des institutions scolaires et non-scolaires de formation des cadres et des classes dirigeantes d'une part, de la gestion politique de la reproduction des classes dirigeantes et du rôle de l'Etat dans la formation des cadres d'autre part. On se propose maintenant de présenter quelques-unes des analyses qui se dégagent des premières discussions et de la première réunion ainsi que des différents textes de travail que les participants ont rédigés et dont on trouvera la liste à la fin du texte.

La structure du champ des institutions de formation des cadres et ses transformations

La diversité des institutions de formation des cadres dirigeants est au départ très grande dans les différents pays étudiés. Ainsi, les grandes écoles ou autres écoles d'élite, dominantes en France, n'existent pratiquement pas aux Pays-Bas ou en Suède; le poids de l'université dans la formation des cadres dirigeants varie considérablement d'un pays à l'autre. Il est par exemple beaucoup plus important en Italie ou aux Pays-Bas qu'en France. Les études réalisées, en partie ou en totalité, dans des institutions étrangères deviennent de plus en plus fréquentes; or, on ne dispose que de très peu de données sur l'ampleur et l'extension du phénomène. Les écoles ou formations internes aux entreprises qu'il faudrait pouvoir inclure dans l'étude sont mal connues, à

1. On renvoie dans les notes entre crochets aux documents ou textes de travail élaborés par les différents chercheurs du réseau et dont on trouve la référence précise à la fin du texte.

l'exception de l'Italie où Grazia Scarfo les a intégrées dans sa recherche réalisée à Milan (2).

Dresser un inventaire ou un recensement de ces institutions, construire le champ de ces institutions pour chaque pays n'est donc pas sans poser de nombreux problèmes; tenter de comparer ensuite l'espace ou le champ de ces institutions suppose une extrême vigilance. Il faut en particulier ne pas perdre de vue que les différents espaces ou systèmes d'institutions étudiés en chaque pays ne sont pas directement comparables et qu'il existe des luttes à propos des limites de l'espace des institutions de formation des cadres dirigeants, des institutions qui doivent ou non y être incluses et de l'espèce de capital dominante (scolaire, économique, etc.) dans cet espace. (Une part importante du travail réalisé par les nouvelles écoles de gestion privées consiste en effet à se faire accepter et reconnaître dans cet espace).

Pour éviter de comparer des institutions (écoles, universités) ou des agents (professeurs, élèves) qui ne sont comparables qu'en apparence, on s'est efforcé dans un premier temps de dégager les principes d'opposition ou les facteurs qui contribuent à la structuration de l'espace des institutions de formation des cadres dirigeants dans chaque pays. Dans le cas de la France, l'opposition entre la "grande porte" et la "petite porte" ou entre les grandes écoles d'une part et les petites écoles ou les facultés d'autre part, ou l'opposition selon le degré d'autonomie des différentes institutions, c'est-à-dire selon le degré auquel elles affirment des critères de sélection spécifiquement scolaires, donc différents de ceux qui ont cours sur les marchés les plus directement contrôlés par les détenteurs du pouvoir économique et selon le capital scolaire que détiennent les élèves ainsi que selon la structure du capital que ceux-ci ont hérité de leur famille ont été établies dans les recherches menées par Pierre Bourdieu et Monique de Saint Martin (3). La recherche entreprise par Remi Lenoir dans les écoles d'application de la fonction publique a mis en évidence, outre le rôle du capital économique et du capital culturel, des principes d'oppositions propres à ce sous-

2. L'enquête de Grazia Scarfo porte sur six écoles de gestion de Milan, les plus différentes possible les unes des autres : une école interne à une entreprise (Pirelli), une école qui est l'expression directe de catégories professionnelles (Ecole supérieure du commerce, du tourisme et des services), deux business schools privées (SDA Bocconi et IPSOA) dont l'une a été créée par l'Université Bocconi qui constitue l'université privée la plus importante en Italie, une école interentreprises (ISTUD) et une école qui est plutôt une société de conseil (ISEO).

3. P. Bourdieu, *La noblesse d'état. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Editions de Minuit, 1989; P. Bourdieu, M. de Saint Martin, Agrégation et ségrégation. Le champ des grandes écoles et le champ du pouvoir, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 69, septembre 1987, pp. 2-51.

[1991-10-09, sid. 6]

champ, notamment l'importance du capital d'autorité administrative qui oppose le Conseil d'état, voire la Magistrature, aux institutions qui incarnent les formes les plus répressives et les plus hiérarchiques de la manière d'exécuter des missions confiées à l'Etat (officier supérieur, commissaire de police), ainsi que du capital d'excellence bureaucratique que monopolisent les grands corps de l'Etat [document 6].

En Suède, le système d'enseignement supérieur est relativement homogène (la quasi-totalité des institutions d'enseignement supérieur sont publiques, il existe très peu d'institutions qui puissent être considérées comme des "écoles d'élite") et il pouvait paraître risqué de tenter de construire un espace ou un champ d'institutions. Donald Broady et Mikael Palme, s'appuyant sur l'analyse d'un fichier concernant 320.000 étudiants inscrits en 1978 et en 1984 font apparaître une première opposition entre les formations féminisées (travailleurs sociaux, cadres dans l'administration publique, bibliothécaires, professeurs de langues, intermédiaires culturels, artistes, journalistes) et les formations dominées par les hommes (mathématiques, physique, ingénieurs, dans une moindre mesure, économie). A l'intérieur de chacune des deux régions du champ, s'établit une hiérarchie sociale, allant des classes populaires aux classes plus aisées. Une troisième opposition s'établit entre un pôle plutôt privé et un pôle plutôt public (ou intellectuel). D'un côté, les formations d'économie parmi lesquelles la Handelshögskolan (équivalent de HEC) et de droit, de l'autre, médecine, sciences naturelles, agronomie et les formations de professeurs de l'enseignement secondaire (langues, lettres et surtout sciences). Les formations d'ingénieurs diplômés occupent des positions intermédiaires. L'opposition entre d'une part les quatre universités anciennes (Uppsala, Lund, Göteborg, Stockholm), les écoles supérieures les plus prestigieuses (Handelshögskolan, KTH -Ecole polytechnique royale-, Chalmers -Ecole polytechnique de Göteborg-, Beaux-Arts) et d'autre part les établissements universitaires plus récents de provinces est également très importante. L'étude de la formation des cadres dirigeants suppose que l'on prête attention non seulement aux institutions d'enseignement supérieur mais aussi aux autres formations plus ou moins institutionnalisées qui sont nombreuses en Suède, dans les entreprises, les syndicats, les organisations populaires et aussi aux stages à l'étranger, aux Etats-Unis notamment (un stage à l'étranger dans une grande entreprise ou une année dans un college ou une université américaines sont quasi obligatoires pour les héritiers issus du grand patronat) [document 2].

Aux Pays-Bas, où l'enseignement supérieur se caractérise, comme en Suède, par l'absence d'écoles d'élite, la séparation entre universités et écoles professionnelles (comparables aux *Fachhochschulen* en Allemagne) fonctionne, selon Johan Heilbron, un peu comme en France la division entre la grande et la petite porte, à la différence toutefois que ce sont les universités qui y occupent la position dominante et que les écoles professionnelles exigent moins de capital scolaire que les grandes écoles françaises. Les étudiants de l'université ont non seulement un diplôme plus valorisé que les élèves des écoles professionnelles mais aussi un nom collectif, *academici*, et un titre qui diffère selon la discipline : *drs* pour les matières proprement intellectuelles, *mr* pour le droit et *ir* pour les ingénieurs. Le passage par l'université est devenu de plus en plus important pour l'accès aux positions dominantes, notamment aux postes de ministre. Mais, dans le champ économique, même si le nombre de diplômés de l'université croît, la formation universitaire paraît bien n'avoir qu'un poids limité. Les écoles à l'étranger et la formation à l'intérieur des grandes entreprises n'ont guère été étudiées mais semblent bien jouer un rôle de plus en plus important [document 5].

En Italie, l'opposition entre le Nord où les écoles de gestion se sont créées et développées grâce à l'initiative privée et le Sud qui est caractérisé historiquement par une présence forte de l'Etat qui soutient les écoles de gestion et a élaboré récemment un plan de financement pour la création de nouvelles écoles de gestion est fondamentale. L'étude de Grazia Scarfo sur les écoles de gestion du Nord de l'Italie montre que ces dernières se distinguent principalement les unes des autres selon la distance ou la proximité plus ou moins grande par rapport au champ universitaire d'une part, au champ économique d'autre part [document 8].

L'étude entreprise depuis peu par Ivan Bajomi sur les écoles de gestion en Hongrie devrait permettre de distinguer quelques-uns au moins des principes de différenciation de cet espace. Dans les autres pays, la collecte des données est trop peu avancée pour qu'il soit possible de dégager les principaux facteurs de division ou d'opposition.

La recherche se propose aussi d'esquisser au moins les grandes directions d'une histoire structurale du champ des institutions de formation des cadres dirigeants. Les réformes successives de l'enseignement enregistrent d'une certaine façon les transformations des rapports de force à l'intérieur du champ

universitaire, du champ politique, du champ économique et peut-être surtout dans le champ du pouvoir dans son ensemble. Ainsi, en Suède, la réforme universitaire de 1977 qui a uni l'ensemble de l'enseignement post-secondaire dans un même système a signifié la fin des études "libres", la création de formations standardisées visant à produire des professionnels et peut-être surtout la perte de l'autonomie du champ universitaire, avec l'entrée de représentants des syndicats, du patronat et des partis politiques dans les directions des institutions universitaires [document 2].

La définition de "cadre"

La notion et le statut de "cadre" (ou ses équivalents) font l'objet de luttes qui sont une dimension importante des luttes pour la définition légitime du mode de domination. Dans quelle mesure cette reconnaissance implique-t-elle une sanction politique ou administrative ou scolaire? Quels titres et/ou diplômes donnent-ils droit au statut de cadre? Quel est le poids de l'expérience professionnelle ou de la formation en entreprise?

L'étude des catégories statistiques élaborées par les organismes officiels est déjà très avancée, notamment en ce qui concerne la France, l'Espagne, le Royaume-Uni et devrait être étendue à l'Allemagne. Ces nomenclatures varient fortement d'un pays à l'autre. "Rien d'étonnant", écrivent Bruno Duriez, Jacques Ion, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, si l'on veut bien admettre qu'elles "ne sont pas seulement des outils techniques nécessaires au travail des statisticiens, mais constituent également un élément organisateur des représentations de la structure sociale. De sorte qu'en dépit parfois des apparences, la comparaison immédiate entre les appellations utilisées en différents pays demeure très souvent impossible. Ainsi, les trois catégories statistiques, 'cadres' en France, 'employés' (*Angestellte*) en Allemagne et '*professionals*' dans les pays anglo-saxons, sont liées à des histoires sociales spécifiques", et "demeurent strictement intraduisibles d'un pays à l'autre" (4). Leurs transformations successives peuvent fournir un indicateur important de l'évolution des relations entre le champ économique et l'institution scolaire.

4. Cf. B. Duriez, J. Ion, M. Pinçon, M. Pinçon-Charlot, Institutions statistiques et nomenclatures socioprofessionnelles : Royaume-Uni, Espagne, France, *Revue française de sociologie*, XXXII, 1, janv-mars 1991, p. 29.

[1991-10-09, sid-9]

Mais il faudra aussi étudier les transformations des catégories d'enregistrement des "cadres" ou des "managers" dans les entreprises et dans la presse spécialisée. En Suède comme en Hongrie ou en Roumanie, on assiste à des tentatives pour repenser l'ordonnancement de ces catégories, le phénomène étant lié dans les anciens pays socialistes à la mise en cause du marxisme et de la division en classes sociales. La notion de "managers" tend-elle partout à remplacer la notion de "cadres" et son développement constitue-t-il un effet de l'internationalisation de ce statut? (En Hongrie, note Ivan Bajomi, le terme "manager" qui, il y a quelques années, était utilisé presque exclusivement pour désigner les cadres dirigeants des entreprises multinationales est devenu très courant; un petit entrepreneur n'ayant aucun employé fera volontiers inscrire sur sa carte le terme "director manager") [document 1].

La gestion de la reproduction des classes dirigeantes et le rôle de l'Etat

Le contrôle par l'Etat des effectifs de cadres ou d'ingénieurs qui doivent être formés, le soutien accordé par l'Etat à la formation de ces cadres varient fortement d'un pays à l'autre et parfois même, à l'intérieur d'un pays donné selon les régions (Nord/Sud en Italie) ou les secteurs (ingénieurs/gestionnaires); il est souvent plus important en ce qui concerne les ingénieurs que les gestionnaires. Avec la privatisation croissante de certaines institutions, des Ecoles polytechniques en Angleterre par exemple, et la diffusion internationale du modèle américain de l'enseignement de la gestion, jusques et y compris dans les secteurs les plus éloignés (écoles d'application de la fonction publique par exemple), on assiste à une transformation importante des rapports d'opposition des secteurs public et privé de la formation des cadres.

Dans les pays où l'autonomie du champ scolaire et du champ intellectuel est plus ancienne et plus importante, comme en France, le contrôle de l'Etat paraît s'exercer surtout à travers l'émission et la reconnaissance des diplômes donnant droit au statut de cadre; les recherches de Mihai Gheorghiu sur les écoles de gestion françaises et de Grazia Scarfo sur le projet ASFOR en Italie doivent permettre d'étudier cette question.

Dans les anciens "pays socialistes", le système de formation des cadres dirigeants, autrefois complètement contrôlé par l'Etat et par le Parti communiste, est en train de changer radicalement; les recherches se sont pour le

moment concentrées sur l'analyse historique du fonctionnement du système sous le régime communiste.

L'étude de la gestion politique différentielle de la reproduction des fractions de la classe dirigeante peut dans ces pays, comme le propose Mihai Gheorghiu, être faite en analysant notamment, d'une part les épurations qui ont frappé le corps enseignant des universités par disciplines après la grande réforme de l'enseignement de 1948, d'autre part les différentes formes de *numerus clausus*, explicite et implicite, dans le recrutement du public étudiant, enfin la gestion par les "services des cadres" du personnel dirigeant des entreprises (et autres postes importants) [document 3].

L'histoire de la formation des cadres dirigeants en Roumanie peut être schématiquement décrite, en trois étapes, avec d'abord le passage obligé par les universités de l'Occident (avant la guerre), ensuite le passage par les universités soviétiques (dans les années 50), en troisième lieu, la domination des institutions de formation nationale, dont la plus connue est l'Académie du Parti "Stefan Gheorghiu". C'est dans le corps enseignant de l'Académie, qui constituait l'élite intellectuelle de l'ancien parti communiste, qu'ont été recrutés la plupart des conseillers du président Ion Iliescu. Depuis la fin du régime Ceaucescu, de nouvelles institutions se mettent en place dont il faudrait pouvoir faire l'étude. L'ancien "CEPECA" (Centre de perfectionnement des cadres), intégré dans l'Académie du Parti dans les années 1970, est devenu l'Institut roumain de management, avec deux départements : informatique, consulting et management. Plusieurs universités "écologiques" ont été ouvertes qui fonctionnent comme des écoles-refuge et attirent les candidats n'ayant pas réussi les examens d'admission à l'université et disposant de ressources financières importantes (les frais d'inscription sont élevés) [document 3].

En Hongrie, depuis la première constitution des institutions universitaires, l'Etat avait toujours joué un grand rôle dans la formation de l'élite et, jusqu'à une date assez récente, n'avait dû faire face qu'à un seul concurrent sérieux, à savoir les Eglises. L'importance traditionnellement accordée par l'Etat au développement et au contrôle de l'enseignement supérieur s'y explique d'une part par la faiblesse de la bourgeoisie ce qui rendait impossible la création d'universités ou d'écoles privées, d'autre part par le fait que le pouvoir central avait intérêt, pour atteindre certains objectifs politiques (modernisation de l'économie, de l'armée) à favoriser le développement des sciences et de

[1991-10-09, sid. 11]

l'enseignement supérieur. Ivan Bajomi a étudié de façon très précise les changements de la politique éducative des dirigeants communistes depuis la fin des années 40 jusqu'à la fin des années 80, en prenant en compte les changements des modes et critères de sélection -l'importance respective des critères de "loyauté" et des compétences techniques-, des cursus, du système de gestion des universités, etc. [document 1].

Le cas du Sénégal, où la formation des cadres dirigeants, notamment dans le domaine de la gestion et de l'administration économique et financière, est, comme le montre Boubacar Niane, en train d'échapper complètement au contrôle de l'Etat qui avait pourtant investi beaucoup dans ce domaine, fournit un exemple-limite, sans doute, mais non exceptionnel. De grands instituts interafricains : CESAG (Centre africain d'études supérieures en gestion), COFEB (Centre Ouest africain de formation et d'études bancaires), IDEP (Institut de développement économique et de planification) pour la formation des cadres d'entreprises, de banques, de planification économique ont été créés depuis 1970 et occupent une place de plus en plus privilégiée dans le système de formation des cadres sénégalais; ils acquièrent rapidement un prestige tel que bon nombre d'ingénieurs tentent d'y accéder. D'autre part, les organismes et gouvernements étrangers qui proposent des bourses aux étudiants sénégalais partant à l'étranger accordent ces bourses en imposant les secteurs de formation ou les filières privilégiés. L'Etat dominé dans le champ de la formation tente plutôt maintenant de s'adapter à une situation fortement marquée par des instances étrangères ou transnationales; il ne peut que se "désengager" dans un contexte où le champ économique devient de plus en plus dominant. Sous le rapport de l'internationalisation de l'offre et de la demande de formation de cadres de haut niveau, il s'agit moins "d'une privatisation au sens premier du terme que d'une délégation de prérogatives par l'Etat à des institutions supranationales qu'il subit plus qu'il ne les contrôle" [document 7].

Si la formation des cadres dirigeants est de moins en moins contrôlée par les différents états, c'est aussi qu'elle devient de plus en plus souvent "internationale". Anne-Catherine Wagner montre comment la constitution d'un groupe international de cadres exerçant le plus souvent leurs fonctions dans les firmes multinationales suppose un travail préalable d'homogénéisation des systèmes de valeurs et des styles de vie de cadres d'origines nationales différentes. Les grandes écoles de gestion occupent une place importante dans ce processus. Les programmes, les méthodes d'enseignement (études de cas, travail

d'équipe), le recrutement des enseignants, le langage utilisé, les pratiques d'écoles sont très semblables dans les différentes écoles de gestion créées en Europe à partir de la fin des années 1950 (INSEAD à Fontainebleau, Manchester Business School, London Business School, IESE à Barcelone, IIB à Delft, GEI à Genève, IMEDE à Lausanne) dont l'objectif est de former des cadres potentiellement internationaux. Cette internationale des affaires, des institutions et des cadres est en fait marquée par la domination de certaines nationalités; elle est le moyen d'une diffusion internationale de modèles d'excellence où un petit nombre de pays sont utilisés comme référence (Etats-Unis, Allemagne, Japon) [document 9].

Monique de Saint Martin

BIBLIOGRAPHIE

Liste des principaux textes de travail élaborés par les membres du réseau

- [1]. Ivan Bajomi, *Comment former des cadres loyaux, des dirigeants, des managers. Transformations de l'enseignement supérieur hongrois*, mai 1991, 38 p.
- [2]. Donald Broady, Mikael Palme, *Notes préliminaires sur le champ des formations de l'enseignement supérieur en Suède. Bilan de recherche*, juin 1991, 26 p.
- [3]. Mihai Dinu Gheorghiu, *La formation des cadres dirigeants en Roumanie. Notes de recherche*, février 1991, 16 p.
- [4]. Mustapha Haddab, *Enseignement supérieur en Algérie : téléologies politiques et diversité des stratégies sociales*, 45 p.
- [5]. Johan Heilbron, *Note sur le système universitaire aux Pays-Bas*, mars 1991, 9 p.
- [6]. Remi Lenoir, *Les écoles d'application de la fonction publique en France. Quelques principes de division de l'espace bureaucratique*, décembre 1990, 14 p.
- [7]. Boubacar Niane, *Les nouvelles tendances de la formation des cadres au Sénégal*, juin 1991, 14 p.
- [8]. Grazia Scarfo, *Bilan de la recherche sur les écoles de gestion en Italie*, février 1991, 27 p. et annexes.
- [9]. Anne-Catherine Wagner, *Les cadres internationaux*, février 1991, 5 p.
- [10]. *Champ des institutions d'enseignement supérieur et champ du pouvoir*, 8-9 novembre 1990, 15 p. (Compte-rendu du séminaire de la MSH et de la Fondation Hugot).